

CRISE SOCIALE AU NICARAGUA

Un évêque fait prisonnier

Emprisonnement, maintien à domicile ou exil forcé, quelques prêtres et évêques du Nicaragua sont visés par des mesures fortes décidées par le gouvernement de Daniel Ortega. Cette tension entre le pouvoir sandiniste et l'Eglise catholique remonte à longtemps.

Il y a parfois des jours où l'actualité s'accélère, presque sous nos yeux. C'était le cas vendredi 19 août quand nous nous apprêtions à interviewer un spécialiste des questions religieuses au Nicaragua.

Au même moment, la nouvelle nous parvenait: un évêque ainsi que plusieurs prêtres et laïcs étaient arrêtés. "A 3h20 du matin [heure locale], la police a fracturé les cadenas de l'évêché", confirmait cet expert, qui requiert l'anonymat pour éviter des mesures de répression contre sa famille.

Mgr Alvarez, évêque de Matagalpa, et les huit autres religieux et laïcs qui ont été arrêtés vendredi, étaient déjà retenus à domicile depuis près de quinze jours. Ce moment où la police empêchait l'évêque de sortir de l'évêché le 4 août avait été médiatisé sur les réseaux sociaux. Mgr Rolando Alvarez avait alors déclaré quelques jours plus tard: "Nos onze vies sont dans les mains du Seigneur".

Réactions internationales

Deux jours après l'arrestation de l'évêque nicaraguayen, le pape s'est exprimé sur ce sujet à l'issue de l'audience du dimanche 21 août: "Je suis de près, avec inquiétude et douleur, la situation au Nicaragua impliquant des personnes et des institutions." Depuis la fenêtre du Palais apostolique, il a ajouté: "Je tiens à exprimer ma conviction et mon espoir que, grâce à un dialogue ouvert et sincère, les bases d'une coexistence respectueuse et pacifique puissent encore être trouvées."

Dans les heures précédentes, d'autres voix se sont fait entendre. Ainsi, samedi 20 août, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, via son porte-parole, s'est dit "très préoccupé par la grave obstruction de l'espace démocratique et civique au Nicaragua, et par les récentes actions contre les organisations de la société civile, y compris celles de l'Eglise catholique". Il a demandé de garantir "la protection des droits de l'Homme et de tous les citoyens, en particulier les droits universels de réunion pacifique, de liberté d'association, de pensée, de conscience et de religion". Il a également exigé la libération de toutes les personnes détenues arbitrairement dans le pays.

L'Organisation des Etats américains, la Commission interaméricaine des droits de l'homme, mais aussi les conférences épiscopales argentine et italienne ont eux aussi réagi, assurant l'Eglise du Nicaragua, persécutée depuis plusieurs mois, de leur soutien.

Une longue liste de prêtres persécutés

Les arrestations de ce 19 août pourraient aboutir à l'exil forcé de Mgr Ronaldo Alvarez. Ce serait alors la deuxième expulsion d'une personnalité catholique cette année, après celle du nonce apostolique [représentant du Saint-Siège au Nicaragua] Waldemar Stanislaw Sommertag, en mars dernier. Et pourtant, ce dernier avait participé "en tant que témoin et accompagnateur à la table du dialogue national entre le gouvernement et l'opposition politique, en vue de la réconciliation du pays et de la libération des prisonniers politiques",

comme l'indique le Saint-Siège. Mgr Sommertag avait pris ses fonctions en 2018 à Managua, au cœur de la répression politique menée par le gouvernement de Daniel Ortega.

C'est là que se trouve la clé de lecture citée par tous les spécialistes de ce pays d'Amérique centrale. Les personnes ciblées par des arrestations, des enlèvements, ou des mesures diplomatiques, représentent une force de contestation aux yeux du pouvoir en place. Début juillet, le gouvernement sandiniste dirigé par le président Daniel Ortega a annoncé la fermeture d'une association dirigée par les Missionnaires de la Charité, tout comme celle de cent autres ONG, dont un certain nombre d'organisations catholiques opérant dans le pays. Le 1er août, c'était au tour des stations de radio du diocèse de Matagalpa. Puis, à la veille de l'Assomption, après avoir appris l'arrestation d'un troisième prêtre dans ce pays, le cardinal et archevêque de Tegucigalpa, Oscar Rodríguez Maradiaga, a dénoncé une "guerre silencieuse" contre l'Eglise au Nicaragua.

Bras de fer entre sandinistes et Saint-Siège

Dans l'analyse de la montée en puissance des mesures prises par le gouvernement Ortega, "jusqu'à récemment, ils respectaient les évêques", s'étonne notre interlocuteur vivant en exil. Alors pourquoi s'en prendre à Mgr Alvarez? L'explication remonte à 2018 quand l'évêque a ouvert les portes de sa cathédrale pour que les manifestants réprimés par la police puissent s'y réfugier.

Pendant cette crise politique en 2018 et 2019, une partie de la population nicaraguayenne est descendue dans la rue pour protester contre le projet de réforme des retraites. Suite à ces mois de manifestations, 350 per-

sonnes sont mortes, des centaines ont été emprisonnées, beaucoup ont dû s'exiler dans les pays voisins.

L'Eglise catholique fait partie des institutions les plus critiques vis-à-vis du gouvernement Ortega, même si tous les évêques n'ont pas une parole aussi forte que Mgr Rolando Alvarez. Dans son diocèse, et notamment la ville-cathédrale, haut lieu de la protestation, l'évêque parcourt campagne et ville à l'écoute de la population. "Mgr Alvarez est apprécié pour son travail pastoral auprès du monde paysan", explique encore notre spécialiste. Selon une autre analyse faite par le journaliste correspondant de la Croix, "S'il s'est opposé à Daniel Ortega dès son premier mandat, dans les années 1980, c'est sans doute parce que Mgr Alvarez est issu de la bourgeoisie."

Cette tension entre le monde politique du courant sandiniste et l'Eglise catholique (même si elle ne peut être considérée comme un bloc monolithique) s'est cristallisée autour des deux visites du pape Jean-Paul II en 1983 puis en 1990. A l'époque, le pape avait tenu des propos critiques contre les prêtres collaborant au gouvernement sandiniste, ce qui avait accru la distance entre le président Daniel Ortega, "sans foi ni loi" comme le disent certains, et les représentants de l'institution ecclésiastique.

Quelle piste de médiation reste-t-il aujourd'hui? Mi-juillet, Mgr Alvarez gardait toujours un message d'espoir: "Après les ténèbres vient toujours l'aube, après la marche dans le désert on arrive toujours à la terre promise, après la crucifixion et la mort vient toujours la résurrection."

✍ AF de BEAUDRAP
(avec Vatican News)



Des citoyens nicaraguayens protestent contre l'arrestation de Mgr Alvarez.